



INTERNATIONAL | CHRONIQUE
PAR ALAIN FRACHON

Nucléaire iranien : dernières semaines ?

La guerre fait rage en Ukraine, mais le Moyen-Orient reste fidèle à lui-même – toujours au point d'ébullition. Une question hante états-majors et chancelleries : la République islamique d'Iran est-elle « au seuil » du nucléaire ? Elle serait, aujourd'hui, capable en quelques semaines de disposer d'assez d'uranium enrichi pour « la » bombe.

En principe, États-Unis, Chine, Russie et Européens sont, dans cette affaire, sur la même ligne. Tous sont convaincus d'une urgente nécessité : faire aboutir la négociation en cours à Vienne pour empêcher Téhéran de franchir ce « seuil ». En contrepartie d'une levée des sanctions pesant sur la République islamique, ce-ci accepterait que ses activités nucléaires soient encadrées et surveillées de près. La guerre en Ukraine ne simplifie pas la situation. « Ces choses-là n'ont rien à voir, ne sont aucunement liées l'une à l'autre », jure, à la chaîne CBS, le secrétaire d'État Antony Blinken. Pas sûr.

Dans la guerre d'agression russe contre Kiev, l'Iran et ses « alliés » arabes – Hezbollah libanais, régime syrien, houthistes yéménites, milices irakiennes – se sont rangés derrière Moscou. Quant à la Chine, elle a noué un « partenariat stratégique » avec la République islamique, posant les bases d'une étroite coopération bilatérale. Certains parlent d'un axe Moscou-Pékin-Téhéran. L'Iran n'est pas isolé.

Mais la République islamique est, une fois de plus, défilée de l'intérieur. Elle affronte une vague de colère qui, dans de nombreuses villes, fait descendre dans la rue une population épuisée, éreintée par une situation économique désastreuse – sous-produit de mauvaise gestion, de sanctions américaines et d'impact de la guerre russo-ukrainienne sur le prix des denrées alimentaires. L'inflation tourne autour de 40 % ; 23 % des Iraniens vivraient en dessous du seuil de pauvreté. La classe moyenne est laminée. A ces révoltes récurrentes, le régime – une théocratie dominée par sa branche militaire, les gardiens de la révolution – oppose toujours la même réponse : une impitoyable répression.

Donald Trump est responsable de l'accélération du projet nucléaire iranien. Abrogeant unilatéralement, en 2018, un précédent accord conclu entre l'Iran et la communauté internationale, à Vienne en 2015, le président républicain a libéré l'Iran de ses obligations à l'égard de ce document. Plus de limites à la production des centrifugeuses de Téhéran...

Trump a soumis les Iraniens à un corset de sanctions destiné à étouffer l'économie du pays. Il voulait un « meilleur accord » avec Téhéran. Le document ne se limiterait plus à encadrer le nucléaire de l'Iran, il porterait aussi sur l'arsenal de missiles balistiques du pays et sur les ingénieries iraniennes dans le monde arabe. Vaste ambition, restée lettre morte. La République islamique n'a pas cédé. Trump a été battu en novembre 2020. Le peuple iranien souffre. Le régime défie le « Grand Satan » américain,

L'IRAN SERAIT, AUJOURD'HUI, CAPABLE EN QUELQUES SEMAINES DE DISPOSER D'ASSEZ D'URANIUM ENRICHISSEMENT POUR « LA » BOMBE

augmentant, à des teneurs de plus en plus élevées, ses stocks d'uranium : c'est la route classique vers « la » bombe.

Dans le *New York Times*, l'essayiste Peter Beinart parle d'une « course » pour atteindre « le seuil », cette situation où un État est capable d'assembler une bombe nucléaire. Ce serait « une affaire de semaines », écrit Beinart, qui ajoute : « Plus Téhéran se rapproche du « seuil », plus Joe Biden subira de pressions pour une action militaire [contre les installations iraniennes] ou pour acquiescer à une frappe israélienne. »

A peine arrivé au pouvoir, en 2021, le président démocrate a relancé des négociations avec l'Iran. A Vienne, un document d'une vingtaine de pages serait prêt. Contre la levée des « sanctions Trump », le nucléaire iranien sera à nouveau sous contrôle international. Mais Trump a laissé un engin explosif derrière lui : il a fait inscrire les gardiens de la révolution sur la liste où le département d'État comptabilise les organisations terroristes. Pour signer un accord Vienne 2, Téhéran exige que les gardiens ne figurent plus sur cette liste.

Les gardiens sur la défense
Mission impossible à Washington, où le Congrès s'oppose à pareille « concession ». Biden cherche une voie de contournement, nullement garantie. Trump savait ce qu'il faisait. Vaste conglomerat – banque, pétrole, automobile – et force armée redoutable, les gardiens forment aujourd'hui le cœur de la République islamique. Poumon économique et bouclier militaire. Avec le Guide, Ali Khamenei, ils ont la main sur le nucléaire. Avec Al-Qods, leur force d'intervention à l'extérieur, ils « gouvernent » le réseau de milices – Hezbollah au Liban, groupes divers en Syrie, en Irak –, qui permet à Téhéran d'avoir dans ces pays une influence exorbitante.

Depuis 2018, ils mènent attaques et contre-attaques dans la petite guerre que se livrent, dans le Golfe, les Iraniens d'un côté, et la coalition anti-iranienne formée par Israël et les États arabes sunnites, de l'autre. Une campagne israélienne d'assassinats ciblés les a particulièrement visés. Les gardiens de la révolution sont sur la défensive. Les dernières élections libanaises ont été un vote contre le Hezbollah ; l'Irak se reconstruit et tente de marginaliser ses milices, la Turquie s'installe durablement en Syrie, en principe fief iranien.

Centurions de la théocratie iranienne, les gardiens, milices et missiles aidant, cultivent l'ambition de dominer une partie du monde arabe. Vieux tropisme perse, que les Iraniens payent très cher : misère économique et répression politique. ■

P.-S. Livres : sur les relations France-Iran, « Des atomes, des souris et des hommes », de François Nicoullaud, Hémisphères, 384 p., 24 € ; « L'Amérique en otage. 444 jours de diplomatie secrète en Iran », de Mohammed Bedjaoui, Flavio Meroni et Ahmad Salamati, Riveneuve, 464 p., 24 €.

RETRAITES : MACRON SUR LA DÉFENSIVE

ÉDITORIAL

Bien malin qui peut dire à quoi ressemblera la réforme des retraites lorsque le gouvernement, confirmé ou remanié au lendemain des élections législatives des 12 et 19 juin, entrera dans le vif du sujet. En deux mois, le projet d'Emmanuel Macron de repousser « progressivement et par étapes » l'âge de départ à 65 ans a perdu de sa consistance. Jour après jour, le chef de l'État et les ministres habilités à évoquer ce sujet explosif s'ingénient à déconstruire ce qui a été énoncé, au point que le projet d'origine apparaît mort-né.

Certes, la réforme est toujours jugée « indispensable », selon les mots d'Olivia Grégoire, porte-parole du gouvernement. Cependant, le report de l'âge légal à 65 ans « n'est pas un totem », a fait valoir la pre-

mière ministre, Elisabeth Borne, laissant entendre que d'autres pistes, comme l'allongement de la durée de cotisation, pourraient être explorées, jugé au départ urgent, au point de nécessiter la présentation d'un projet de loi devant le Parlement dès l'été, le chantier ne démarrera réellement qu'« en septembre ou octobre », par ailleurs, précisé le ministre du travail, Olivier Dussopt.

Les attermoissements autour du report de l'âge de la retraite, considéré comme « la mère des réformes » par le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, sont à l'image de cette drôle de campagne des élections législatives où rien n'accroche parce que l'exécutif s'ingénie à noyer le poisson plutôt que de préciser ses projets. Electoralement parlant, Emmanuel Macron a quelques bonnes raisons de pratiquer ce jeu évitement. Les Français sont majoritairement hostiles à l'idée de travailler plus longtemps ; les syndicats sont unanimement opposés à la retraite à 65 ans, au point qu'Yves Veyrier, le secrétaire général de FO sur le départ, a donné pour mission à son successeur de mener prioritairement le combat contre cette réforme.

De son côté, Jean-Luc Mélenchon a coalisé la gauche anti-Macron autour d'un projet qui prône notamment le retour à la retraite à 60 ans, quel qu'en soit le coût (évalué à 100 milliards d'euros par l'Institut Montaigne). Devant le risque de voir la campagne des élections législatives se transformer en

un dangereux référendum pour ou contre la retraite à 65 ans, Emmanuel Macron a préféré pratiquer le déminage.

La rançon est double. En premier lieu, le chef de l'État donne l'impression d'être sur la défensive sur un dossier qui, jusqu'à présent, ne lui a guère réussi : le projet de retraite par points qu'il portait durant le premier quinquennat n'a pas abouti, si bien qu'il est à ce jour, à la différence de Jacques Chirac, de Nicolas Sarkozy et de François Hollande, un président de la République qui n'est pas parvenu à conduire une réforme des retraites. Ses opposants le savent. Ils feront tout pour qu'il reste dans cette situation.

Plus fondamentalement, aucune pédagogie n'est faite autour de la question de travailler plus longtemps, non seulement pour assurer l'équilibre du système de retraite par répartition, mais plus largement pour garantir le financement du modèle social. Or, c'est bien sur ce postulat qu'Emmanuel Macron a construit son nouveau mandat. Le chef de l'État entend à la fois poursuivre la baisse des impôts et commencer à rembourser l'impressionnante dette française, à partir de 2026. Dans une conjoncture de plus en plus maussade, il ne peut espérer y parvenir qu'en augmentant substantiellement la quantité de travail pour doper la croissance. Plus il donne l'impression de loutoyer sur ce sujet, plus il compromet la réalisation de ses objectifs. ■

Le Monde



LA MATINALE DU MONDE

Le meilleur de l'information dans une application intuitive et ludique

Chaque jour, gagnez du temps avec notre sélection de 20 articles



Comment profiter de l'application ?

• Je possède déjà un compte abonné numérique : Je télécharge directement l'application sur l'App Store ou Google Play et je me connecte à l'aide de mes identifiants.

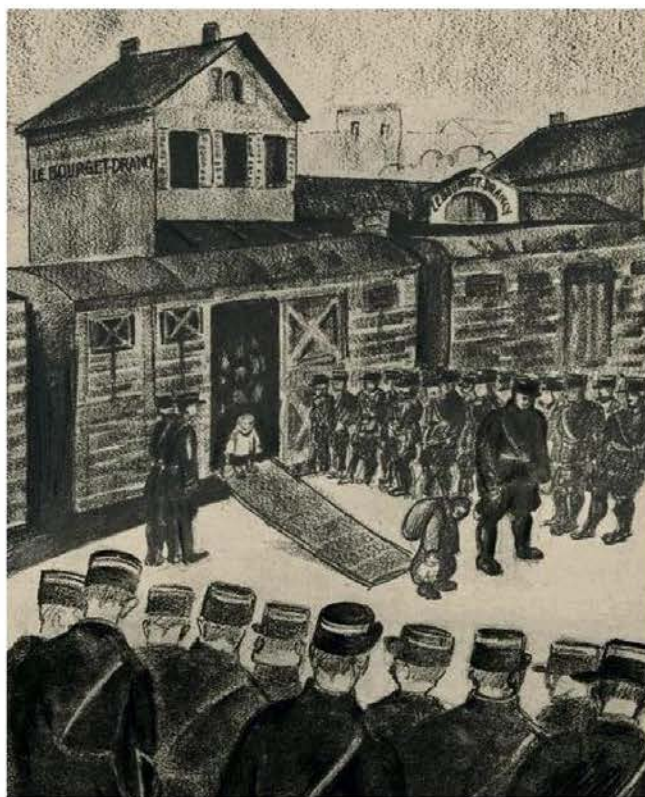
• Je n'ai pas de compte abonné numérique : Je crée mon compte au moyen de mon numéro de client + mon code postal + mon adresse e-mail sur lemonde.fr/user/account puis je télécharge l'application disponible sur l'App Store et Google Play.



TRUMP VOULAIT UN « MEILLEUR ACCORD » AVEC TÉHÉRAN. VASTE AMBITION, RESTÉE LETTRE MORTE

La rafle du Vel' d'Hiv, mise à jour

À l'aide de documents inédits, l'historien Laurent Joly réévalue l'arrestation de plus de 14 000 juifs, en 1942, à Paris, par la police française. Une magistrale lecture des événements



Estampe de Georges Horan-Kolransky, témoin de l'arrivée à la gare du Bourget-Drancy, le 13 août 1942, d'enfants rafles les 16 et 17 juillet, à Paris, qui avaient d'abord été transférés dans des camps du Loiret. ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE SEINE-SAINT-DENIS

FLORENT GEORGESCO

Le 17 juillet 1942, Heinrich Himmler assiste, dans le centre de mise à mort d'Auschwitz-Birkenau, à l'assassinat d'un groupe de juifs néerlandais. Les chambres à gaz fonctionnent depuis mars. Le chef de la SS est venu s'assurer qu'elles remplissaient leur office, alors que la « solution finale à la question juive », selon la terminologie nazie, est entrée au début de l'année dans sa phase « industrielle », souligne Laurent Joly, qui rappelle la scène dans un passage de son nouveau livre, *La Rafle du Vel d'Hiv*. Il ajoute que, face au massacre, Himmler reste « silencieux »

mais que, le soir, au dîner, « il paraît transporté de bonheur ».

Le même jour, à Paris, Jankiel Belerfer, 15 ans et demi, est enfermé au Velodrome d'Hiver, dans le 15^e arrondissement, avec des milliers d'autres juifs étrangers arrêtés comme lui, depuis la veille, par la police française. Le lendemain, il écrit à son meilleur ami : « Je crois que nous ne nous reverrons plus et vois-tu je crois que c'est vraiment la fin. » D'ici quelques jours, il sera emmené dans un des camps d'internement du Loiret, d'où il sera déporté à Auschwitz. Au total, 12 884 personnes ont été arrêtées les 16 et 17 juillet ; 4 900 ont été emmenées au camp de Drancy ; 8 000 au Vel d'Hiv. « Seule une petite centaine surviva », note l'historien.

Étape décisive du plan nazi de destruction des juifs de France, paroxysme de la politique de collaboration du régime de Vichy avec l'occupant, « la rafle du Vel d'Hiv est la plus importante opération

mise en œuvre en Europe de l'Ouest dans le cadre de la "solution finale" ». La masse impressionnante des documents restés inédits qu'exploite Laurent Joly suffit pourtant à montrer l'étendue de ce que nous avions encore à apprendre. L'essentiel, à savoir l'ampleur du crime et l'implication des autorités françaises, était certes connu dès l'après-guerre, grâce aux articles de Georges Wellers dans la revue *Le Monde juif*, ou, en 1967, au livre *La Grande Rafle du Vel d'Hiv*, de Claude Lévy et Paul Tillard (Robert Laffont). Mais le tableau qui en ressortait se révèle à la fois parcellaire et entaché d'erreurs, entre-temps reproduites dans les livres, du reste fondamentaux, des plus grands historiens de la Shoah et de la collaboration, les Américains Raul Hilberg et Robert Paxton ou l'Israélien Saul Friedländer.

Ainsi la rafle n'a-t-elle jamais porté le nom « Vent printanier », partout répandu. De même, les militants du Parti

populaire français, le mouvement collaborationniste de Jacques Doriot, n'ont pas pris part à la rafle. Il n'y eut pas non plus une centaine de suicides parmi les victimes. Le bilan lui-même, s'il est de longue date connu pour les 16 et 17 juillet, fait ici l'objet d'une réévaluation importante. C'est d'ailleurs un des apports décisifs du livre, qui met au jour une « rafle après la rafle ». Deux tiers des personnes visées par une « fiche d'arrestation » ayant échappé à la rafle au 17 juillet, les autorités ont tout de suite décidé de poursuivre l'opération. Au 31 août, 1200 adultes supplémentaires avaient été arrêtés, et des centaines d'enfants – les archives, à ce jour, ne permettent pas de donner le chiffre exact. Soit un bilan réel de plus de 14 000 victimes, sans compter les rafles ultérieures.

Au-delà de ces faits, enfin restitués avec rigueur, et en réalité grâce à la précision

Livrer le maximum de victimes aux Allemands devait permettre de donner au régime de Vichy des marges de négociation, et par là un pouvoir accru

obstinée avec laquelle l'auteur de *État contre les juifs* (Grasset, 2018) les établit, la vision des événements acquiert une finesse et une profondeur inégalées. Les archives administratives et policières permettent notamment d'observer au plus près le mélange d'antisémitisme, de lâcheté et d'opportunisme qui a présidé aux décisions des autorités françaises. Livrer le maximum de victimes aux Allemands devait permettre de donner au régime de Vichy des marges de négociation, et par là un pouvoir accru. Ainsi, alors que le principe de ne livrer que des juifs étrangers avait été fixé d'emblée, les responsables français décidèrent la déportation de quelque 3 000 Français de moins de 15 ans, enfants d'étrangers, pour alourdir le bilan et être en position de force dans ce jeu politique dont Laurent Joly montre, avec plus d'acuité que jamais, la cruauté et le cynisme.

Son livre n'aurait cependant pas cette ampleur s'il n'avait, au point où il le fait, donné à entendre la voix des victimes. Journaux, lettres, témoignages rétrospectifs forment un contrepoint constant à l'horreur politique qu'il s'agissait, d'abord, de raconter mais qui ne prend tout son poids que face à cette réalité intime du ravage génocidaire. L'angoisse et la détresse, la survie et l'épouvante, la mort presque toujours ; toute histoire, à ce niveau, est au bout du compte l'histoire d'individus, que les événements emportent. *La Rafle du Vel d'Hiv* est une mise au point magistrale, attendue trop longtemps. Mais c'est aussi, à l'heure où les derniers témoins disparaissent, un mémorial, le relevé exact et intime de ce que fut la Shoah en France, telle que des Français la mirent en œuvre. ■

LA RAFLE DU VEL D'HIV.
PARIS, JUILLET 1942,
de Laurent Joly,
Grasset, 426 p., 24 €, numérique 17 €.

2

TÉMOIGNAGE
L'écrivaine Marina Skalova raconte l'arrivée des réfugiés ukrainiens à Berlin, en mars



317

LITTÉRATURE
Barlen Pyamootoo, César Morgiewicz, Guadalupe Nettel, Hammour Zida



Barlen Pyamootoo.

45

LE PROGRAMME DE MOT POUR MOTS
Le festival littéraire du « Monde », de « L'Obs », de « Télérama » et de France Inter, du 10 au 12 juin

6

HISTOIRE D'UN LIVRE
« Corregidora », de Gayl Jones



8

CHRONIQUES
LE FEUILLETON
Camilie Laurens à la fulgurante « Misogynie », de Claire Keegan

9

ESSAIS
Réédition d'un classique du psychanalyste Octave Mannoni, « Psychologie de la colonisation »

10

RENCONTRE
Gérard Bensussan, penseur des dehors

